

Journée de l'industrie Swissmem du 24 juin 2010, «Messezentrum», Zurich

Discours d'ouverture du conseiller national Johann N. Schneider-Ammann, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,
Chers amis et invités de la place industrielle et intellectuelle suisse,

C'est un immense plaisir d'accueillir à la quatrième Journée de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux un grand nombre de personnalités des milieux économiques, politiques et scientifiques.

Soyez les bienvenus.

Le fait que vous soyez aussi nombreux aujourd'hui à avoir fait le déplacement prouve bien que nous pouvons compter sur des amis également en période difficile.

Votre fidélité nous donne confiance, nous donne de l'énergie et nous motive pour l'avenir.

Après 18 mois difficiles, nous avons besoin d'assurance et de confiance pour retrouver le chemin du succès. Même si les chiffres que nous venons de publier affichent une tendance à la hausse, nous sommes encore loin d'être au niveau que nous avions avant la crise.

Non seulement le chemin est encore long, mais il est également éprouvant et va exiger beaucoup d'énergie.

Ce n'est pas la première fois que notre industrie doit faire face à une période difficile. Les crises font partie de notre histoire, une histoire qui nous a appris à nous adapter constamment à de nouvelles situations. Je pense cependant que la situation actuelle ne ressemble pas aux anciennes crises.

Les pays de la zone euro sont tous fortement endettés. Même l'Allemagne a décidé, il y a quelques jours, de lancer un programme d'austérité de 80 milliards d'euros. Les grandes nations surprennent également les marchés en annonçant des mesures d'épargnes importantes. Il est évident qu'il n'est possible d'équilibrer les finances d'état qu'en épargnant. Et pour moi, en tant qu'homme politique libéral-radical, des finances d'état équilibrées revêtent une grande importance.

J'espère que le timide essor conjoncturel ne sera pas étouffé en raison du régime strict d'économie forcée de l'Europe. En effet, si les épargnes sont mal gérées, l'industrie sera la première à en faire les frais en étant incapable de pouvoir investir dans la construction ou la modernisation de son infrastructure, empêchant ainsi une production efficace.

C'est avant tout le vertige de l'euro qui nous inquiète.

A cet égard, notre industrie se voit confrontée à un défi tout particulier. Après des années prospères, avec un cours de CHF 1.40, l'euro est devenu un danger pour les marges. Grâce à sa politique intelligente, la Banque nationale nous a épargné le pire. Je pense qu'elle a fait ce qu'elle pouvait dans une situation aussi difficile.

Mais c'est avant tout à nous, les entrepreneurs, de relever les défis: si nous tenons à maintenir les emplois dans nos entreprises, nous sommes obligés de diminuer les coûts. Nous pouvons le faire en nous tournant directement vers des fournisseurs meilleur marché dans la zone euro, sachant bien qu'ainsi nous pénaliserions les fournisseurs suisses.

En même temps, il convient d'augmenter de façon conséquente les exportations dans la zone du dollar. En d'autres termes, nous devons accéder à de nouveaux marchés. « Go East, young man » : voici la devise d'aujourd'hui. Mais peut-être également « go South ». L'avenir est en Orient, en Chine, en Inde mais également en Russie et dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Il se trouve également en Amérique du sud, en particulier au Brésil.

Mais ce qui est vite dit n'est pas vite fait. Premièrement, nous ne sommes pas les seuls à chercher notre avenir en Orient. Il y a longtemps déjà que d'autres ont également découvert qu'en Inde et en Chine, qu'en Amérique du sud et en Russie, les taux de croissance sont les plus élevés. Donc, la concurrence internationale est importante.

Deuxièmement, les produits destinés aux marchés européens ne peuvent pas être exportés tels quels dans les pays de l'Est. La demande de produits y est différente. Ceci exige des efforts d'adaptation. Et ceci ne se fait pas du jour au lendemain.

Troisièmement, une entreprise doit avoir une certaine taille pour pouvoir s'établir sur un nouveau marché. Et même si les marchés de l'est sont attrayants, le grand saut doit être soigneusement planifié.

Et pour finir, il est important de se familiariser avec les coutumes commerciales d'autres cultures. Ceci n'est pas aussi simple mais qui mieux que la Suisse avec son internationalité, son multilinguisme et ses qualités multiculturelles se prêterait à cela. Nous avons l'expérience et la tradition. Notre histoire le prouve: au 19^e siècle déjà notre industrie et nos prestataires de services se sont imposés avec succès sur les marchés internationaux.

Vous voyez donc, il n'est pas possible de changer de client aussi facilement, ceci demande des efforts supplémentaires.

Bien entendu, nous sommes prêts à relever les défis actuels. Mais attention – j'aimerais nous mettre en garde face à trop d'euphorie.

Mesdames et Messieurs, nous allons devoir vivre encore un certain temps avec cette situation difficile.

Convention collective de travail

Nous sommes contents que d'autres domaines ne nous causent pas de difficultés, plus précisément au niveau de la gestion des affaires ce qui, notons-le, n'est pas évident !

Aujourd'hui, nos entreprises membres ont décidé à l'unanimité de prolonger de deux ans et demi la convention de travail actuelle, en vigueur depuis près de quatre ans et demi et qui expire fin 2010.

Il s'agit d'une décision de la raison et à mon avis une sage décision. En effet, nous ne pouvons pas nous permettre dans une situation aussi difficile de mener des conflits menaçant des emplois.

Nous sommes conscients que cette décision constitue également un compromis: chacun des six partenaires sociaux aurait bien voulu tirer un petit profit supplémentaire ou modifier ceci ou cela.

Le fait que nous ayons tous renoncés à entamer de nouvelles négociations de longue durée et peut-être aussi paralysantes, fait preuve de maturité. Ceci prouve également que nous prenons au sérieux le partenariat social et la longue tradition de l'accord de paix conclu il y a plus de 60 ans.

Ceci souligne également la bonne stabilité de nos conditions cadres toujours intactes et que nous devons aujourd'hui placer nos priorités ailleurs.

Je suis de plus en plus convaincu que nous avons besoin de toutes nos forces unies pour continuer à nous imposer avec succès sur les marchés internationaux âprement disputés. De bonnes relations entre les partenaires sociaux forment la base de cette force qui puise son énergie dans la convention collective de travail en tant que garant de la paix du travail.

Je suis persuadé que nous pouvons confirmer aujourd'hui que notre industrie est bien positionnée, également au niveau du droit du travail et qu'elle représente une place industrielle attrayante également du point de vue du droit du travail, en particulier pour les jeunes gens auxquels nous pouvons affirmer désormais que le choix d'entamer une carrière dans l'industrie est le bon.

Dans le même temps, la mentalité du « risque zéro » nuit à l'auto-responsabilité, renchérit et alourdit notre système social, comme l'indiquait un conseiller fédéral social-démocrate des années 70.

Permettez-moi maintenant de passer au sujet du jour, à savoir : l'avenir des matières premières.

Matières premières

Afin d'entrer en matière, permettez moi de vous faire part d'un exemple concret:

En Europe, plus de 35% de la création de richesse industrielle dépend de l'acier. Aucun pont, aucun immeuble de grande hauteur ni la production de voitures ou d'engins de chantier ne pourraient être planifiés avec précision si les prix du minerai et donc de l'acier fluctuaient constamment et devenaient l'outil des spéculateurs. Le prix des minerais a augmenté de 53% depuis le mois de janvier. Cette évolution des prix ouvre la porte à des spéculations et manipulations. Une bulle spéculative se forme sur les marchés des matières premières qui pourrait avoir des conséquences fatales pour l'économie mondiale, à l'image de la crise immobilière. Le marché est dominé par des Hedgefonds des banques d'investissements qui réalisent des bénéfices qui se comptent en milliards. En raison du risque d'inflation, nous constatons un repli vers les matières premières. Les prix explosent et perdent toute réalité avec l'économie et les besoins de consommation. Prenez par exemple le prix du nickel. Sur les marchés, les spéculateurs et les banques transfèrent une quantité 30 fois plus élevée que nécessaire à la production. Les prix varient entre 10'000 et 55'000 euros. Le sommet du G20 qui se déroule actuellement à Toronto et auquel participent les chefs d'états a placé ce sujet à l'ordre du jour et exige un équilibre juste et durable entre les nations consommatrices de matières premières et les nations productrices. Il est actuellement question d'imposer les bonus. Il est tout aussi important de se poser la question du commerce fait avec les dérivés des matières premières réalisé par les Hedgefonds et banques d'investissements. La spéculation avec les matières premières peut conduire à une menace sérieuse pour l'économie mondiale.

Nous avons besoin de matières premières pour les transformer et construire des produits innovateurs pour la société. Il est évident que nous voulons également en tirer un bénéfice. Mais le raffinement de matières premières permet également à d'autre de profiter: nous offrons ainsi des emplois. Ludwig Erhard disait jadis que celui qui renonce à l'industrie et à ses emplois éternise le chômage élevé.

La lutte pour les matières premières va encore se durcir dès que les pays en voie de développement seront indépendants, que leurs économies ne nécessiteront plus le soutien de l'Etranger et pourront donc satisfaire eux-mêmes les besoins de leurs marchés. Ces pays auront toujours besoin de plus de matières premières.

Je l'ai déjà mentionné au début: le problème croissant du besoin global en matières premières et la crise de l'euro ont fortement mis à contribution notre industrie. Et comme si cela ne suffisait pas, l'accès aux matières premières se complique de jour en jour. Le problème principal n'est pas le prix. Car si les prix augmentent pour tous, ceci est peut-être fâcheux, mais les rapports de concurrence restent au moins les mêmes. Les prix augmentent partout.

Souvent, c'est l'accès aux matières premières se complique, il devient presque impossible. Des pays pauvres y voient la possibilité d'équilibrer un peu l'injustice existante à leurs yeux. Les matières premières sont alors utilisées comme gage voire comme moyen de pression.

Il a été possible avec le GATT et l'OMC d'éliminer un grand nombre d'obstacles au commerce au cours des 60 dernières années et d'obtenir ainsi la liberté et la prospérité que nous connaissons aujourd'hui.

Parallèlement, de nouvelles entraves ont été mises en place, compliquant de nouveau l'accès à de nouveaux marchés. Je pense notamment aux lois et directives dans les domaines de la santé et de l'environnement, servant principalement à protéger le monde et sa population de dommages mais qui finalement conduisent à ce que les conditions de commerce ne soient plus les mêmes pour tous les acteurs engagés. C'est le moment où la politique doit entrer en scène. Certes, des accords de libre-échange constituent de bonnes approches pour trouver des solutions car ils règlent les besoins individuels entre les différents pays. Cependant, il est toujours plus difficile et complexe de négocier des accords de libre-échange. Ce qui pour la Chine, les Etats-Unis et l'UE est coutume depuis longtemps déjà, devrait également être possible dans notre pays, à savoir de conclure un accord avec les pays fournisseurs de matières premières importants pour la Suisse.

Des mesures s'imposent également dans d'autres domaines. Notamment là où des conglomérats d'entreprises oligopoles se forment et dominent ainsi le marché de manière à occasionner des distorsions. A ce niveau, l'OMC en tant qu'organisation destinée à assurer un libre commerce mondial, est également défiée. A ce sujet, nous allons suivre après la pause avec beaucoup d'attention les explications intéressantes de Monsieur Rufus Yerxa, adjoint du directeur général de l'OMC.

Mais nous ne pouvons pas tout simplement déléguer la recherche de solutions aux autres. Nous sommes aussi obligés de nous engager pour profiter de nos chances au niveau de la coopération internationale. L'importance de la politique des matières premières augmente dans le monde entier. Vous pouvez le lire chaque jour dans les quotidiens : l'Afrique, l'Amérique du sud, l'Asie, la Chine, la Russie, le Caucase, l'Europe, la politique des matières premières nationale et internationale, la politique de sécurité des matières premières sont des thèmes dominants. Pour l'OTAN, dont font partie les nations leaders de la planète, l'accès aux matières premières constitue un besoin stratégique prioritaire de leur politique de sécurité.

Il serait cependant irresponsable, voire même cynique, de parler de l'avenir des matières premières sans les considérer dans un contexte élargi. Pour moi, deux aspects sont prioritaires : la question de l'accès équitable et celle de la gestion écologique des matières premières.

Joseph Stiglitz, détenteur du prix Nobel, l'a clairement expliqué dans son livre publié il y a quatre ans «Les chances de la globalisation»: il arrive souvent que la richesse en matières premières déstabilise et ruine un pays. Cette situation est souvent provoquée dès que l'élite au pouvoir tente de vendre les droits sur les matières premières à des entreprises étrangères dans le but de rester au pouvoir. Il arrive cependant également que des gouvernements en principe corrects se laissent piéger. Non seulement leurs pays ne reçoivent pas ce dont ils auraient en principe droit, mais ils doivent encore assumer la responsabilité de la pollution de l'environnement.

Ceci me mène au deuxième aspect: un besoin élevé, une explosion au niveau des matières premières et l'aspiration à vouloir obtenir le plus grand succès économique possible, conduisent souvent à un désastre écologique.

Dans le Golfe du Mexique par exemple, des millions de litres de pétrole s'échappent dans la mer et polluent des côtes entières, détruisent la faune et provoquent la plus grande catastrophe écologique de l'histoire en raison de l'inexistence d'une gestion des risques et de la négligence de la sécurité. Les conséquences pour la nature et l'économie sont imprévisibles.

Ou encore: le Pérou affiche une croissance annuelle de presque 10%. Le pays doit ce succès macro-économique à l'immense demande de cuivre, de plomb et de zinc. Il serait judicieux d'examiner si les matières premières extraites ne devraient pas obtenir une sorte de label de durabilité, à l'image par exemple des diamants.

Là aussi, ce que j'ai mentionné au sujet des finances est valable: la rapacité est l'ennemi numéro un d'une croissance durable. Il est bien compréhensible que dans de telles circonstances les voix s'élèvent pour revendiquer des réglementations globales. Il s'agit non seulement de régler l'accès le plus libre possible aux matières premières, mais il également de garantir à l'aide de règlements leur gestion soigneuse. Finalement, nous avons une seule planète que nous devons léguer à nos descendants la plus intacte possible.

Formation

Nous avons tous appris à l'école que la Suisse est un pays pauvre en matières premières et que la seule dont nous disposons est notre intellect. Nous sommes tous persuadés dans ce pays que l'intelligence constitue la matière première essentielle grâce à laquelle il nous a été possible d'obtenir la prospérité actuelle et de la conserver. Notre système de formation et de profession dual, nos hautes écoles spécialisées, nos excellentes institutions de formation comme les EPF de Zurich et de Lausanne de renommée mondiale, nous procurent la matière première de l'avenir. Je le répète à cette occasion. Nous devons prendre soin de notre système dual et devons bien le gérer et le peaufiner. Et surtout, nous devons rejeter une « académisation » de nos métiers industriels. Seule une formation proche de la pratique garantit le succès de notre économie portée par les petites et moyennes entreprises. Le système de formation dual garantit également que le développement ne se fasse pas sans tenir compte des besoins du marché car elle réunit les théoriciens et les praticiens. Ce qui permet de développer le produit le plus adapté.

Il est vrai que la situation sur le marché du travail s'est quelque peu détendue au cours des derniers mois marqués par la crise. Et pourtant, le besoin de spécialistes techniques, d'ingénieurs et de scientifiques en général dépasse encore l'offre. Et même au moment où il semble que l'économie reprenne, le recrutement de personnes qualifiées reste difficile. L'évolution démographique ne laisse guère espérer une amélioration, au contraire.

Nous avons lancé il y a six mois notre campagne en faveur de la relève «Tecmania» destinée à démontrer de manière attrayante aux jeunes gens les défis et la fascination de notre industrie. Le fait que nous ayons lancé «Tecmania» dans une période dans laquelle le mot crise circulait dans tous les milieux souligne bien que nous croyons en notre avenir.

Mais même avec ces efforts, il ne nous sera pas possible de remporter la « war for talents » uniquement grâce aux jeunes gens de notre pays. La Suisse dépend et dépendra à l'avenir encore d'étudiants étrangers. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de les former et de les laisser partir par la suite : nous devons leur offrir une activité intéressante et satisfaisante sur notre place industrielle.

J'ai déclaré de manière claire et nette: notre industrie – et par conséquent toute l'économie suisse – font face à d'importants défis. Même si l'euro perd de sa valeur et que les prix des matières premières augmentent, notre industrie a les ressources pour surmonter ces difficultés.

Permettez-moi d'ajouter: la Suisse ne peut avoir du succès économique à long terme que si les places économiques et financières coopèrent étroitement et en confiance. Il est important que ceci se fasse avec des valeurs communes comme la crédibilité, en ayant confiance en nous en tant que partenaire ainsi qu'en la qualité de nos produits et prestations de services. Finalement, ce sont les fondements des avantages de notre emplacement et de nos conditions cadres. Tout particulièrement en période difficile. Sans oublier que le capital peut également être considéré comme matière première particulière, revêtant une importance vitale pour l'industrie et son avenir.

Nous ne devons pas nous isoler. Au contraire, nous devons être ouverts à tous nouveaux développements et nouvelles idées. L'avenir est toujours lié au passé. Les pionniers suisses de l'économie et de l'industrie, notre tradition et notre histoire économique prouvent bien que malgré des circonstances difficiles, l'industrie a toujours disposé de personnalités capables de construire des voies et passerelles vers l'avenir. Dans nos milliers d'entreprises, de grande taille et les PME, des centaines de milliers de personnes s'efforcent chaque jour de travailler à notre avenir avec beaucoup de courage, de force innovatrice et avec toutes les matières premières dont nous disposons. Des gens qui ne se découragent pas malgré des défaites et échecs et qui regardent vers l'avant avec persévérance. Je termine par une citation d'Alvin Toffler, futurologue de renommée mondiale: «Was uns auf dem Weg ins Zeitalter der nächsten industriellen Revolutionen widerfährt, können wir nur verstehen, wenn wir die Beschleunigungsprozesse kennen und den Begriff der Vergänglichkeit erfassen.»

Nous croyons en l'avenir et en celui de l'industrie et de la place industrielle et intellectuelle suisse. C'est la raison pour laquelle l'avenir fait toujours partie du sujet traité lors de notre Journée de l'industrie annuelle. Celle-ci a évolué en une plate-forme nationale appréciée. Une plate-forme prometteuse.

Je vous remercie de votre attention.

Zurich, le 24 juin 2010

Informations supplémentaires :

Swissmem Communication
Kirchenweg 4, CH-8008 Zurich
Tél. 044 384 41 11
Fax 044 384 42 42
E-mail: presse@swissmem.ch